

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.104/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 27 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé d'un mois ^(*), sur un avant-projet de loi "relatif au cautionnement à titre gratuit", a donné le 20 septembre 2006 l'avis suivant :

(*) Par un e-mail du 2 août 2006.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. Afin de respecter l'article 76 de la Constitution et de permettre aux parlementaires d'exercer leur droit d'amendement, l'article 2 doit être scindé en consacrant un article distinct à chaque article en projet du Code civil.

2. Dans l'article 2 du projet, il faut écrire "Il est inséré dans le titre XIV du livre III du Code civil un chapitre V, comprenant les articles 2043*bis* à 2043*octies*, et intitulé comme suit : «Chapitre V. Du cautionnement à titre gratuit»".

Article 2043*bis*, en projet, du Code civil

1. Étant donné que les dispositions en projet sont appelées à former le chapitre V du titre XIV du livre III du Code civil, il y a lieu, dans la phrase liminaire de l'article 2043*bis*, en projet, d'écrire "Pour l'application du présent chapitre" et non "Pour l'application de la présente loi".

2. Au a), dès lors que la personne qui se porte caution à titre gratuit y trouve généralement un avantage direct ou indirect qui constitue la cause de son engagement, avantage relevant le plus souvent du domaine de l'affectif, il conviendrait, pour éviter toute interprétation du texte en projet qui ne correspondrait pas aux intentions de son auteur, d'insérer le mot "économique" après les mots "tout avantage". Comme le relève le commentaire du projet, c'est d'ailleurs à l'absence de poursuite d'un avantage économique que la Cour d'arbitrage subordonne le caractère gratuit de la caution ¹.

Même si la définition du cautionnement à titre gratuit était complétée en ce sens, il ne sera pas toujours aisé de déterminer si certains engagements doivent être tenus pour des engagements à titre gratuit au sens du projet.

Cette difficulté est notamment évoquée dans l'avis du 30 novembre 2005 du Conseil de la Consommation qui cite l'exemple suivant :

"Quant à l'époux/épouse qui cautionne les activités commerciales de son conjoint, il est également loin d'être évident que son engagement puisse être considéré comme étant à titre purement gratuit. Il est au contraire clair qu'il/elle a intérêt à ce que le commerce de son conjoint tourne bien, le cas échéant en se constituant caution, afin que cela permette de faire rentrer des revenus pour le ménage."

Le commentaire de l'article devrait indiquer, par rapport à un exemple de ce type, s'il faut considérer que l'époux/épouse qui s'est porté(e) caution en retire ou non un avantage économique indirect de nature à enlever au cautionnement son caractère gratuit.

⁽¹⁾ Cour d'arbitrage, arrêt n° 114/2004 du 30 juin 2004, considérant B.5.4., spécialement l'alinéa 3.

Article 2043ter, en projet, du Code civil

Afin d'éviter toute confusion, la deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Dans ce cas, les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables".

Article 2043quater, en projet, du Code civil

Afin de mieux restituer l'intention exprimée dans l'exposé des motifs, il serait préférable de rédiger l'article en projet comme suit :

"Sauf si les règles qu'ils contiennent sont inconciliables avec les dispositions du présent chapitre, les chapitres I^{er} à IV s'appliquent au cautionnement visé à l'article 2043bis, à l'exception des articles 2014, alinéa 1^{er}, 2018 et 2019".

Article 2043quinquies, en projet, du Code civil

1. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il est inutile de prévoir que "tout acte de cautionnement doit indiquer le montant total que la caution est susceptible de payer en raison de l'inexécution par le débiteur principal de ses obligations", étant donné que cette indication résultera déjà nécessairement de la mention qui est prescrite "sous peine de nullité" par le paragraphe 3 de la même disposition.

2. Vu son caractère beaucoup trop imprécis, le paragraphe 2, alinéa 2, devrait être omis : tel qu'il est rédigé, il risque de générer un important contentieux sur la question de savoir si l'acte de cautionnement contient ou non les "mentions nécessaires à l'information de la caution quant aux obligations qu'elle souscrit".

L'utilité de cet alinéa est d'ailleurs douteuse, compte tenu de l'information dont bénéficiera déjà la caution en application du paragraphe 3 du même article, ainsi que des informations complémentaires dont elle aura connaissance lorsque le Roi mettra en oeuvre l'habilitation que lui confère le paragraphe 4 du même article de "déterminer les mentions (qui) doivent figurer dans le contrat ainsi que les informations relatives à l'obligation principale qui fait l'objet du cautionnement".

3. Au paragraphe 4, il convient de viser les dispositions légales qui instaurent la Commission des clauses abusives, à savoir les articles 35 et 36 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Article 2043sexies, en projet, du Code civil

1. Compte tenu du caractère indéterminé des mots "(un) contrat de cautionnement dont le montant est manifestement disproportionné aux facultés de remboursement de la caution", le commentaire de l'article devrait être complété par l'un ou l'autre exemple chiffré de contrat de cautionnement répondant à ce concept et, inversement, par l'un ou l'autre exemple chiffré de contrat de cautionnement dont la disproportion entre le montant et les facultés de remboursement de la caution ne serait pas manifeste au sens de la disposition en projet.

Par ailleurs, le même commentaire devrait être harmonisé avec la disposition commentée : dans le dispositif du projet, il est question de disproportion manifeste entre le montant cautionné et les facultés de remboursement de la caution, alors que le commentaire indique que la caution ne peut jamais "se trouver engagée si le montant pour lequel elle s'engage est disproportionné à ses capacités financières".

La disposition examinée doit donc être clarifiée pour que le souci de protection de la caution qui anime l'auteur du projet ne nuise pas au minimum de sécurité juridique auquel le créancier peut légitimement prétendre.

2. Par deux fois dans un passé récent, le législateur s'est préoccupé du sort de la personne physique s'étant constituée sûreté personnelle à titre gratuit, soit d'une personne qui vient à tomber en faillite et qui est déclaré excusable, soit d'une personne qui vient à bénéficier d'un régime de règlement collectif de dette ². Dans ces hypothèses, le législateur a prévu que la personne s'étant constituée sûreté personnelle peut être déchargée en tout ou en partie de ses engagements si le juge constate que son obligation est disproportionnée à son revenu et à son patrimoine.

L'avant-projet à l'examen, qui envisage de manière générale le régime juridique du cautionnement à titre gratuit, c'est-à-dire sans le lier à la situation particulière dans laquelle se trouve le débiteur de l'obligation principale, s'écarte sur des points importants de la solution retenue pour les hypothèses précitées :

- il n'est plus question dans l'avant-projet de disproportion, mais de disproportion manifeste entre les facultés de remboursement de la personne s'étant constituée caution et l'engagement auquel elle a consenti;
- dans l'avant-projet, le contrat de cautionnement est nul lorsque l'obligation contractée par la caution est manifestement disproportionnée par rapport à ses facultés de remboursement, alors que dans les hypothèses rappelées ci-avant, il n'y a pas de nullité mais une faculté laissée au juge de décharger la personne concernée "en tout ou en partie";
- dans l'avant-projet, la disproportion manifeste entre l'engagement pris par la caution et ses facultés de remboursement s'apprécie par rapport à l'état du patrimoine de la caution au moment où elle s'est engagée, alors que dans les hypothèses citées ci-avant, le test de proportionnalité que le juge effectue se réalise par rapport aux facultés de remboursement de la caution appréciées au moment où le juge statue.

(2) Voir les articles 7 et 10 de la loi du 20 juillet 2005 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, et portant des dispositions fiscales diverses et l'article 19 de la loi du 13 décembre 2005 portant des dispositions diverses relatives aux délais, à la requête contradictoire et à la procédure en règlement collectif de dette.

Au regard du principe d'égalité, ces différences de traitement ne soulèvent pas de difficulté si le texte en projet doit être interprété en ce sens qu'une personne physique qui s'est portée caution à titre gratuit d'un débiteur failli déclaré excusable ou concerné par un règlement collectif de dette, peut aussi faire valoir la nullité de son engagement en application des dispositions en projet.

Par contre, si la personne physique qui s'est portée caution à titre gratuit et qui s'est vue refuser la décharge de son engagement par le juge dans le cadre des deux hypothèses précitées, par exemple au motif que sa faculté de remboursement est suffisante pour faire face à celui-ci, ne pourrait plus exciper de la nullité de son engagement sur la base des dispositions en projet, cette personne physique subirait une différence de traitement que l'auteur du projet devrait être en mesure de justifier adéquatement.

Le texte doit, dès lors, être clarifié.

Article 2043septies, en projet, du Code civil

1. L'alinéa 1^{er} serait plus compréhensible si les mots "la communication du créancier doit, au moins, être annuelle" étaient remplacés par les mots "le créancier en informe la caution au moins une fois par an".

2. À l'alinéa 2, les droits de la caution seraient mieux garantis si le créancier était tenu de l'informer dès que le débiteur n'exécute pas correctement ses obligations, peu importe à cet égard que le créancier ait ou non fait en parallèle une "communication" au débiteur concernant l'inexécution de ses obligations.

Article 2043octies, en projet, du Code civil

1. Dans la disposition examinée, le Conseil d'État n'aperçoit pas ce que les mots "Sans préjudice des règles générales en matière de successions et libéralités" entendent signifier.

.../...

Par ailleurs, la rédaction de cette disposition devrait être revue pour éviter d'exprimer deux fois dans le même membre de phrase l'idée selon laquelle les héritiers n'ont pas été invités à s'exécuter.

Dans la version néerlandaise, l'expression "worden de verbintenissen... uitgedoofd" est incorrecte.

2. Ceci étant, le Conseil d'État observe que l'article 2043*octies*, en projet, ne traduit pas le contenu de la délibération du Conseil des ministres du 2 juin 2006 jointe au dossier, qui considère comme entendu que :

"- l'article 2043*octies* est réécrit, dans le sens que (1) lors du décès de la caution, les héritiers sont informés à temps de l'existence d'un cautionnement, que (2) ils peuvent renoncer à celui-ci, et (3) que les cautions doivent seulement accepter pour la partie sur laquelle elles ont un droit dans la succession".

Comme la section de législation n'est pas saisie d'un projet de texte traduisant ces intentions, elle n'est pas à même de donner un avis à leur sujet.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.104/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 juli 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met dertig dagen ^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van wet "met betrekking tot de kosteloze borgtocht", heeft op 20 september 2006 het volgende advies gegeven :

^(*) Bij een e-mail van 2 augustus 2006.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. Om artikel 76 van de Grondwet in acht te nemen en aan de parlementsleden de mogelijkheid te bieden hun amenderingsrecht uit te oefenen, moet artikel 2 aldus worden opgesplitst dat aan elk ontworpen artikel van het Burgerlijk Wetboek een afzonderlijk artikel wordt gewijd.

2. Artikel 2 van het ontwerp behoort als volgt te worden gesteld : "In Titel XIV van boek III van het Burgerlijk Wetboek wordt een hoofdstuk V ingevoegd, bevattende de artikelen 2043*bis* tot 2043*octies*, met als opschrift «Kosteloze borgtocht»".

Ontworpen artikel 2043*bis* van het Burgerlijk Wetboek

1. Aangezien de ontworpen bepalingen hoofdstuk V van titel XIV van Boek III van het Burgerlijk Wetboek zullen vormen, dient in de inleidende zin van het ontworpen artikel 2043*bis* te worden geschreven "Voor de toepassing van dit hoofdstuk" en niet "Voor de toepassing van deze wet".

.../...

2. Daar de persoon die zich kosteloos borg stelt daarmee doorgaans een direct of indirect voordeel verkrijgt dat de reden voor zijn verbintenis is, welk voordeel vaak tot het domein van het affectieve behoort, zou, om elke interpretatie van de ontworpen tekst te voorkomen die niet met de bedoelingen van de steller ervan overeen zou komen, in onderdeel a) het woord "economisch" ingevoegd moeten worden tussen de woorden "enig" en "voordeel". Zoals in de bespreking van het ontwerp wordt aangegeven, is het niet nastreven van enig economisch voordeel volgens het Arbitragehof immers bepalend voor de kosteloosheid van de borgstelling ¹.

Zelfs als de definitie van de kosteloze borgtocht in die zin wordt aangevuld, zou het niet altijd makkelijk zijn vast te stellen of bepaalde verbintenissen beschouwd dienen te worden als kosteloze verbintenissen in de zin van het ontwerp.

Die moeilijkheid wordt inzonderheid aangehaald in het advies d.d. 30 november 2005 van de Raad voor het Verbruik, waarin het volgende voorbeeld geciteerd wordt :

"Wat de echtgenoot/echtgenote die borg staat voor de commerciële activiteiten van zijn/haar echtgenoot/echtgenote betreft is het ook lang niet evident dat zijn verbintenis kan worden beschouwd als zuiver gratis. Het is integendeel duidelijk dat hij/zij er alle belang bij heeft dat de zaak van zijn/haar echtgenoot/echtgenote goed draait, desgevallend door zich borg te stellen zodat er ook geld binnenkomt voor het gezin."

In de bespreking van dit artikel zou, met verwijzing naar een voorbeeld van deze aard, moeten worden aangegeven of de echtgenoot/echtgenote die zich borg heeft gesteld daardoor al dan niet een indirect economisch voordeel geniet dat van dien aard is dat de borgstelling haar kosteloze aard verliest.

⁽¹⁾ Arbitragehof, arrest nr. 114/2004 van 30 juni 2004, overweging B.5.4., inzonderheid de derde alinea.

Ontworpen artikel 2043^{ter} van het Burgerlijk Wetboek

Teneinde elke verwarring te voorkomen, zou de tweede zin beter als volgt worden gesteld :

"In dat geval zijn de bepalingen van dit hoofdstuk niet van toepassing".

Ontworpen artikel 2043^{quater} van het Burgerlijk Wetboek

Om de bedoeling die in de memorie van toelichting geuit wordt beter weer te geven, is het verkieslijk het ontworpen artikel als volgt te redigeren :

"Op de borgtocht bedoeld in artikel 2043^{bis} zijn, met uitzondering van de artikelen 2014, eerste lid, 2018 en 2019, de hoofdstukken I tot IV van toepassing tenzij als de regels die ze bevatten onverenigbaar zijn met de bepalingen van dit hoofdstuk."

Ontworpen artikel 2043^{quinqües} van het Burgerlijk Wetboek

1. In paragraaf 2, eerste lid, is het onnodig te bepalen dat "elke borgtochtovereenkomst ... het totale bedrag (moet) vermelden dat de borg moet betalen in het geval de hoofdschuldenaar niet voldoet aan zijn verplichtingen", aangezien die gegevens reeds noodzakelijkerwijze voortvloeien uit de vermelding die "op straffe van nietigheid" wordt voorgeschreven bij paragraaf 3 van dezelfde bepaling.

2. Gelet op de al te grote onnauwkeurigheid ervan, zou paragraaf 2, tweede lid, moeten vervallen : zoals die bepaling gesteld is, dreigt ze te leiden tot een groot aantal geschillen over de vraag of "in de borgtochtovereenkomst alle vermeldingen voorkomen die noodzakelijk zijn om de borg op de hoogte te stellen van de verplichtingen die hij aangaat".

Het nut van dat lid kan overigens worden betwijfeld, gelet op de informatie waarover de borg reeds zal beschikken krachtens paragraaf 3 van hetzelfde artikel, alsook op de aanvullende informatie waarvan hij kennis zal hebben wanneer de Koning gebruik zal maken van de bevoegdheid die hem wordt opgedragen in paragraaf 4 van hetzelfde artikel om te "bepalen welke vermeldingen moeten voorkomen in de overeenkomst, alsook de informatie met betrekking tot de hoofdverplichting die het voorwerp uitmaakt van de borgtocht".

3. In paragraaf 4 behoort te worden verwezen naar de wetsbepalingen waarbij de Commissie voor Onrechtmatige Bedingen ingesteld is, namelijk de artikelen 35 en 36 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

Ontworpen artikel 2043sexies van het Burgerlijk Wetboek

1. Gelet op de onbepaaldheid van de woorden "(een) borgtocht ... waarvan het bedrag duidelijk niet in verhouding is tot de terugbetalingsmogelijkheden van de borg", zou de bespreking van het artikel aangevuld moeten worden met een of ander cijfervoorbeeld van een borgtocht die aan dat concept beantwoordt en, omgekeerd, met een of ander cijfervoorbeeld van een borgtocht waarbij de wanverhouding tussen het bedrag ervan en de terugbetalingsmogelijkheden van de borg niet apert zou zijn in de zin van de ontworpen bepaling.

Overigens zou diezelfde bespreking moeten worden afgestemd op de besproken bepaling : in het dispositief van het ontwerp is sprake van een bedrag onder borgtocht dat duidelijk niet in verhouding is tot de terugbetalingsmogelijkheden van de borg, terwijl in de bespreking wordt aangegeven dat de borg "zich nooit (kan) verbinden indien het bedrag waartoe hij zich verbindt niet in verhouding is tot zijn financiële mogelijkheden".

De onderzochte bepaling behoort dus te worden verduidelijkt opdat de bedoeling van de steller van het ontwerp om de borg te beschermen niet ten koste gaat van het minimum aan rechtszekerheid waarop de schuldeiser wettelijk aanspraak kan maken.

2. In het recente verleden heeft de wetgever zich tot twee keer toe gebogen over de situatie van de natuurlijke persoon die kosteloos een persoonlijke zekerheid heeft gesteld, hetzij voor een persoon die failliet is gegaan en verschoonbaar wordt verklaard, hetzij voor een persoon die een stelsel van collectieve schuldenregeling geniet ². Voor die gevallen heeft de wetgever bepaald dat de persoon die een persoonlijke zekerheid heeft gesteld volledig of gedeeltelijk van zijn verbintenis kan worden bevrijd als de rechter vaststelt dat zijn verbintenis onevenredig is met zijn inkomsten en zijn vermogen.

Het thans onderzochte voorontwerp, waarbij het rechtstelsel van de kosteloze borgstelling op algemene wijze wordt geregeld, dat wil zeggen zonder het in verband te brengen met de bijzondere situatie van degene die de hoofdverbintenis is aangegaan, wijkt op belangrijke punten af van de oplossing die voor de voornoemde gevallen gekozen is :

- in het voorontwerp is geen sprake meer van wanverhouding, maar van kennelijke wanverhouding tussen de terugbetalingsmogelijkheden van de persoon die zich borg heeft gesteld en de verbintenis die hij aangegaan is;
- volgens het voorontwerp is de borgtocht nietig wanneer de verplichting die de borg is aangegaan duidelijk niet in verhouding is tot zijn terugbetalingsmogelijkheden, terwijl er in de gevallen waarvan hiervoor sprake is geweest, geen nietigheid is ingesteld maar aan de rechter de mogelijkheid wordt geboden om de persoon in kwestie "geheel of gedeeltelijk" van zijn verbintenis te bevrijden;

(2) Zie de artikelen 7 en 10 van de wet van 20 juli 2005 tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, en houdende diverse fiscale bepalingen en artikel 19 van de wet van 13 december 2005 houdende bepalingen betreffende de termijnen, het verzoekschrift op tegenspraak en de procedure van collectieve schuldregeling.

- volgens het voorontwerp wordt de kennelijke wanverhouding tussen de verbintenis die de borg is aangegaan en zijn terugbetalingsmogelijkheden beoordeeld in het licht van de staat van het vermogen van de borg op het ogenblik waarop hij de verbintenis is aangegaan, terwijl in de hiervoor geciteerde gevallen de evenredigheid door de rechter wordt getoetst aan de terugbetalingsmogelijkheden van de borg zoals die beoordeeld worden wanneer de rechter uitspraak doet.

Uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel leveren die verschillende behandelingen geen bezwaar op als de ontworpen tekst aldus moet worden geïnterpreteerd dat een natuurlijke persoon die zich kosteloos borg heeft gesteld voor een gefailleerde schuldenaar die verschoonbaar is verklaard of bij een collectieve schuldenregeling betrokken is, eveneens kan aanvoeren dat zijn verbintenis nietig is met toepassing van de ontworpen bepalingen.

Als daarentegen de natuurlijke persoon die zich kosteloos borg heeft gesteld en aan wie de rechter geweigerd heeft hem van zijn verbintenis te bevrijden in het kader van de twee voormelde gevallen, bijvoorbeeld op de grond dat zijn terugbetalingsmogelijkheden groot genoeg zijn om die verbintenis na te komen, niet zou kunnen opwerpen dat zijn verbintenis op basis van de ontworpen bepalingen nietig is, zou die natuurlijke persoon een verschillende behandeling ten deel vallen die de steller van het ontwerp passend zou moeten kunnen verantwoorden.

De tekst dient bijgevolg te worden verduidelijkt.

Ontworpen artikel 2043septies van het Burgerlijk Wetboek

1. De bevattelijkheid van het eerste lid zou verbeteren als de woorden "moet er minstens éénmaal per jaar een mededeling gebeuren door de schuldeiser" zouden worden vervangen door de woorden "brengt de schuldeiser de borg daar op zijn minst eenmaal per jaar van op de hoogte".

2. In het tweede lid zouden de rechten van de borg beter gewaarborgd worden als de schuldeiser ertoe gehouden was hem in te lichten zodra de schuldenaar zijn verplichtingen niet correct nakomt, ongeacht of de schuldeiser parallel daarmee al dan niet een "mededeling" heeft gedaan aan de schuldenaar betreffende het niet-uitvoeren van zijn verplichtingen.

Ontworpen artikel 2043octies van het Burgerlijk Wetboek

1. De Raad van State ziet niet in wat in de voorliggende bepaling wordt bedoeld met de woorden "Onverminderd de algemene regels inzake erfenissen en zekerheden".

Overigens zou de Franse tekst van de bepaling moeten worden herzien om te voorkomen dat in hetzelfde zinsdeel tweemaal het idee wordt uitgedrukt dat de erfgenamen niet verzocht zijn de borgstelling uit te voeren.

In de Nederlandse tekst is de uitdrukking "worden de verbintenissen ... uitgedoofd" niet correct.

2. Met dat al, merkt de Raad van State op dat het ontworpen artikel 2043octies niet de weergave is van de inhoud van het besluit van de Ministerraad d.d. 2 juni 2006, dat bij het dossier is gevoegd, waarbij wordt verstaan dat :

"- artikel 2043octies wordt herschreven, in die zin dat (1) bij overlijden van de borg, de erfgenamen tijdig worden ingelicht over het bestaan van de borgstelling, (2) dat zij van deze kunnen afzien, en (3) dat de borgen enkel dienen te aanvaarden voor het aandeel waarop zij recht hebben in de nalatenschap".

Aangezien bij de afdeling wetgeving geen ontwerp van tekst aanhangig is waarin die bedoelingen weergegeven worden, is ze niet in staat daarover advies uit te brengen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS